

Le PIB nous trompe énormément

Les limites du PIB comme indicateur sont connues depuis longtemps, mais les tentatives pour changer de thermomètre ont jusqu'à présent échoué, faute de volonté politique. Pourtant, les alternatives sont solides.

Par Céline Mouzon

Quelques semaines après la fin du confinement, tout le monde ou presque avait les yeux rivés sur les chiffres du produit intérieur brut (PIB) : - 13,8 % au deuxième trimestre 2020. Ces chiffres ont permis de mesurer le choc sur l'économie. Mis au point par l'économiste étasunien Simon Kuznets en 1931 pour évaluer l'ampleur des pertes dues à la Grande Dépression, le PIB mesure la valeur ajoutée marchande de tous les biens et services qui se vendent dans un pays pendant une année donnée et le coût de production des services non marchands fournis par les administrations publiques (enseignement, santé...). A partir du PIB, on calcule la croissance, soit l'augmentation du volume de ces productions d'une année sur l'autre.

Un paradigme croissanciste

Très tôt pourtant, ses limites sont connues. Kuznets lui-même met en garde dès 1934 : « *Ceux qui demandent plus de croissance devraient préciser leur pensée : plus de croissance de quoi et pour quoi ?* » Le PIB est une comptabilité de flux, et non de stock : il ne prend pas en compte notamment les dégradations apportées au patrimoine naturel ni à la santé sociale*. Son augmentation ne garantit pas le progrès social. De plus, il agrège des activités comme le maraîchage bio et d'autres dont l'utilité sociale, à tout le moins, pose question, comme la vente d'armes. Enfin, en réduisant la richesse à ce qui est monétarisé, il laisse de côté ce qui ne l'est pas, comme le bénévolat ou le travail domestique, encore majoritairement produit par les femmes.

Dans les années 1990, l'idée de réformer le PIB ressurgit. Il s'agit de le compléter avec d'autres indicateurs en mettant l'accent sur l'évolution des stocks. Deux approches opposées sont défendues. Pour les institutions internationales, il n'est pas question de rompre avec le paradigme croissanciste. La Banque mondiale imagine ainsi l'épargne nette ajustée, un indice qui agrège capital social, humain et écologique, tous trois monétarisés et substituables. Dès lors, si, pendant qu'on épuise les ressources naturelles, on investit dans le capital humain, cela compense. L'OCDE crée en 2012 un indicateur de bien-être, l'indicateur du vivre mieux (*better life index*). Son plus grand écueil est de reposer sur une appréciation subjective par enquêtes d'opinion. Relais d'une vision individualiste du bien-être, c'est un outil peu solide et peu utile pour les politiques publiques.

Santé sociale et bien-être

D'autres acteurs, dont l'école française des indicateurs de richesse incarnée par Jean Gadrey, Florence Jany Catrice, Dominique Méda et le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (Fair)¹, cherchent au contraire à sortir du logiciel croissanciste et d'une approche monétarisée. Mis au point par des chercheurs étasuniens dans les années 1990, l'indice de « santé sociale »* (ISS) regroupe seize variables articulées en cinq composantes associées à des catégories d'âge (mortalité infantile, suicide des jeunes, salaire hebdomadaire moyen...). Cet indice a été décliné en France par l'économiste Florence Jany-Catrice et son équipe, et a permis de nouvelles comparaisons entre régions qui donnent des résultats bien différents de ceux du PIB par habitant. D'autres chercheurs, au Canada cette fois, ont construit un indice de bien-être économique (IBEE) qui intègre un sous-indicateur de protection sociale correspondant à une vision sociale-démocrate de l'État-providence réducteur d'inégalités et de risques économiques et sociaux. De son côté, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a mis au point l'indice de développement humain (IDH) qui agrège le revenu, l'instruction et la santé. Mais il reste associé aux pays du Sud, en développement. Ces indicateurs ont la vertu d'être synthétiques, pouvant ainsi prétendre contrebalancer le PIB. En même temps, c'est l'évolution de chaque variable qui est pertinente.

Prendre en compte l'environnement

Sur le plan environnemental, l'empreinte écologique, associée au « jour du dépassement » à partir duquel l'humanité vit « au-dessus de ses moyens », est parmi les indicateurs les plus connus. Son originalité, plutôt que de monétariser l'usage de la nature, repose sur le fait de convertir la consommation du patrimoine naturel en superficie. Mais son mode de calcul fait débat. Plus précise, l'empreinte carbone (qui comprend aussi le CO₂ contenu dans les importations) peut être calculée pour une nation et pour les individus.

En France, la bataille pour compléter le PIB n'a pour l'instant pas abouti. En 2009, la commission Stiglitz rend visible cette question sans impulser de réel changement. En 2016, la loi Sas sur les nouveaux indicateurs de richesse achoppe : France Stratégie est parvenue à imposer en guise d'indicateurs alternatifs un tableau de bord de dix données, dont certains sont purement monétaires comme la dette des administrations publiques. Le gouvernement n'a par ailleurs jamais joué le jeu, rendant le rapport en retard et l'utilisant comme outil de communication. Aux propositions du Fair s'ajoutent celles d'économistes comme Eloi Laurent. Reprenant la notion de bien-être, il défend l'idée d'un tableau de bord intégrant revenu, inégalités territoriales, biodiversité, etc. La solidité des alternatives au PIB montre une chose : pour changer de système manque surtout la volonté politique.

* **Santé sociale** : voisine des notions de bien-être et de qualité de vie, cette notion met l'accent sur la cohésion sociale d'un territoire et son capital social.

1. Voir *Les nouveaux indicateurs de richesse*, par Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, La Découverte, 2016 (2005) ; *Qu'est-ce que la richesse ?* par Dominique Méda, Aubier, 1999 ; *Sortir de la croissance, mode d'emploi*, par Eloi Laurent, LLL, 2019.

Pour compléter : [Un monde sans croissance, c'est possible](#)